

1

Chapitre un Aperçu de la situation économique et rôle de la Banque

Aperçu de la situation et des perspectives économiques
Rôle de la Banque

Le chapitre donne un aperçu de la situation économique de l'Afrique et de ses perspectives à court terme. Il évoque les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie à moyen terme (2008-2012) et quelques réalisations majeures de la Banque, comme la rapidité et la souplesse avec laquelle elle a répondu aux crises pétrolière, alimentaire et financière, sa qualité d'unique porte-parole de l'Afrique dans les discussions du G20 et la mobilisation de nouvelles ressources au titre de l'AGC-VI et du FAD-12, pour stimuler la croissance et le développement. Il souligne également certains risques macroéconomiques et politiques émergents et leur éventuel impact.

APERÇU DE LA SITUATION ET DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

L'Afrique se remet de la crise économique et financière mondiale. De 3,1 % en 2009 au plus haut de la crise financière, la croissance du PIB réel est passée à 4,9 % en 2010. Elle devrait toutefois ralentir à 3,7 % en 2011, en raison de l'instabilité sociopolitique grandissante dans certains PMR, avant de remonter à 5,8 % en 2012 (voir tableau 1.1).

La croissance du PIB observée en 2010 a été tirée par une forte demande intérieure, l'accroissement des recettes d'exportation, des flux d'investissement direct étranger, des envois de fonds des nationaux établis

à l'étranger et des apports d'aide. La croissance a été plus accentuée dans les pays riches en ressources à même de tirer parti de la hausse de la demande de produits de base, de l'augmentation des prix des produits de base pétroliers et non pétroliers, et de l'intensification des échanges. Les pays exportateurs de pétrole comme le Nigeria devraient connaître une expansion économique, avec une croissance du PIB d'environ 6,9 % en 2011, qui devrait fléchir à 6,7 % en 2012. D'autres pays non producteurs de pétrole, tels que la Zambie et le Botswana, devraient également afficher une forte croissance d'environ 6,5 % en 2011 et 7 % en 2012, la hausse de la facture des importations pétrolières et alimentaires étant contrebalancée par celle des prix et des volumes des exportations.

L'inflation a reculé de 10 % en 2009 à environ 7,7 % en 2010. Elle devrait remonter à 8,4 % en 2011, avant de s'établir à 7,4 % en 2012. Cependant, elle risque de s'aggraver si les prix des produits alimentaires et pétroliers poursuivent leur tendance à la hausse.

Grâce à la relance économique et à des politiques budgétaires prudentes, le déficit budgétaire de l'Afrique a été ramené de 5,2 % en 2009 à 3,3 % du PIB en 2010. Il devrait toutefois se creuser à 3,9 % en 2011, à cause de la situation sociopolitique, avant de s'établir à environ 3,2 % en 2012. En revanche, plusieurs pays importateurs de pétrole, comme le Kenya et le Sénégal, resteront à court terme en proie à d'importants déficits budgétaires. À

Tableau 1.1

Afrique – Indicateurs macroéconomiques, 1990-2010

Indicateurs	1990	2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel (%)	3,1	4,3	6,5	5,5	3,1	4,9	3,7	5,8
PIB par habitant (USD)	746	726	1.379	1.573	1.452	1.668	1.748	1.871
Inflation (%)	14,4	9,1	6,8	10,4	10,0	7,7	8,4	7,4
Solde budgétaire (% du PIB)	-5,4	0,2	1,9	2,8	-5,2	-3,3	-3,9	-3,2
Investissement intérieur brut (% du PIB)	20,6	18,8	23,8	25,2	25,7	24,6	24,7	24,8
Épargne nationale brute (% du PIB)	20,7	22,2	28,6	29,4	24,5	25,4	24,6	24,7
Croissance réelle des exportations (%)	10,1	7,9	6,6	0,9	-5,6	1,6	5,4	5,1
Balance commerciale (% du PIB)	1,5	5,5	6,5	7,4	0,3	2,8	2,6	2,6
Compte des transactions courantes (% du PIB)	-1,0	3,2	4,4	4,1	-1,6	0,4	-0,2	0,2
Termes de l'échange (%)	7,8	16,3	1,4	10,8	-15,0	11,3	1,2	1,3
Dettes extérieures totales (% du PIB)	56,5	54,4	23,8	21,1	23,6	20,2	20,3	20,2
Service de la dette (% des exportations)	34,9	25,8	12,8	11,0	14,7	12,6	10,5	11,7
APD totale nette (en milliards d'USD)	25,0	15,3	38,9	43,4	47,0
Apports d'investissement direct étranger (en milliards d'USD)	2,8	9,8	63,1	72,2	58,6

Source: Département de la statistique de la BAD, CNUCED et FMI.

titre d'exemple, les prévisions indiquent que le déficit budgétaire du Kenya atteindra respectivement 6,8 % en 2011 et 7,1 % en 2012, tandis que celui du Sénégal se creusera davantage à 6,9 % en 2011, avant de baisser à 6,3 % en 2012. De tels déficits s'aggravaient au cas où les pouvoirs publics viendraient à répondre par des subventions à la hausse des prix des produits alimentaires et pétroliers. Dans l'ensemble, le solde courant de l'Afrique s'est amélioré, passant d'un déficit de 1,6 % du PIB en 2009 à un excédent de 0,4 % en 2010. Toutefois, il devrait se détériorer sur les deux années à venir pour accuser un déficit de 0,2 % en 2011, avant de s'améliorer, pour afficher un excédent de 0,2 % en 2012.

La balance commerciale et le solde courant se sont améliorés dans les pays riches en ressources, grâce à la hausse du prix des produits de base et à l'accroissement du volume des exportations. Dans le même temps, l'augmentation de la facture des importations de pétrole et de denrées alimentaires contribue à la détérioration du solde extérieur des pays dépourvus de ressources, dont la sécurité

alimentaire pourrait poser un sérieux problème. Les pays exportateurs de pétrole tendent à afficher des soldes courants excédentaires, là où les pays importateurs de pétrole accusent des déficits.

Le tableau 1.1 présente un résumé des indicateurs et perspectives macroéconomiques du continent sur la période 1990-2012. Pour une analyse approfondie de la situation et des perspectives macroéconomiques de l'Afrique, il y a lieu de consulter l'édition 2011 des *Perspectives économiques en Afrique*.

Indicateurs macroéconomiques sous-régionaux, 2010

La croissance dans les cinq sous-régions du continent s'est accélérée. Elle est passée de 3,1 % en 2009 à 4,9 % en 2010. Cependant, la récession n'a pas manqué de laisser des traces et la plupart des pays africains n'ont pas encore retrouvé les niveaux de croissance antérieurs à la crise. Les économies les plus ouvertes aux échanges (exportatrices de produits de base par exemple), dont la croissance avait considérablement ralenti en 2009, ont profité de la remontée des prix et des

échanges en 2010 et connu une croissance relativement forte en forme de V. Dans plusieurs pays à faible revenu et États fragiles, la reprise a été plus mitigée. Globalement, dans plus de la moitié des pays africains, la croissance a ralenti en 2010 par rapport à la période 2001-2008.

Durant l'année, la performance économique de l'Afrique a considérablement varié d'une sous-région et d'un pays à l'autre (voir tableau 1.2). L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est ont connu la croissance du PIB réel la plus forte, à savoir 6,7 % et 6,2 % respectivement, en 2010, une performance qui rappelle leurs taux de croissance respectifs de 5,6 % et 5,7 % en 2009. Ces deux sous-régions demeurent celles des groupes de pays qui connaissent la croissance la plus rapide sur le continent. L'Afrique du Nord et l'Afrique centrale ont, pour leur part, enregistré une croissance du PIB réel de 4,6 % et 4,7 % respectivement. La croissance la plus faible, 3,3 %, est à mettre sur le compte de l'Afrique australe. Toutefois, cette performance occulte le fait que la sous-région a vu son PIB réel rebondir de 3,8 % – la plus forte remontée – entre

Tableau 1.2

Indicateurs macroéconomiques sous-régionaux, 2010

Indicateurs	Afrique de l'Est	Afrique du Nord	Afrique australe	Afrique de l'Ouest	Afrique centrale	Afrique
Taux de croissance du PIB réel (%)	6,2	4,6	3,3	6,7	4,7	4,9
PIB par habitant (USD)	657	3.421	3.314	1.049	777	1.668
Inflation (%)	9,3	7,1	6,4	10,4	5,5	7,7
Solde budgétaire (% du PIB)	-3,3	-2,4	-3,3	-6,1	0,5	-3,3
Investissement intérieur brut (% du PIB)	22,6	31,2	18,2	23,6	27,6	24,6
Épargne nationale brute (% du PIB)	16,3	31,8	17,8	32,9	19,8	25,4
Croissance réelle des exportations (%)	1,4	0,2	5,1	-1,9	2,1	1,6
Balance commerciale (% du PIB)	-10,8	-2,5	4,5	13,5	17,8	2,8
Compte des transactions courantes (% du PIB)	-8,3	3,2	-3,1	7,0	-3,1	0,4
Termes de l'échange (%)	14,5	13,2	6,7	11,6	16,4	11,3
Dette extérieure totale (% du PIB)	35,1	14,6	24,9	15,4	15,3	20,2
Service de la dette (% des exportations)	4,9	9,7	25,1	4,3	5,1	12,6

Source: Département de la statistique de la BAD, CNUCED et FMI.

2009 et 2010 (partant d'un taux de croissance négatif de 0,5 % en 2009).

L'inflation des prix à la consommation est restée à un chiffre dans quatre des cinq sous-régions au cours de l'année considérée. L'exception a été l'Afrique de l'Ouest, où l'inflation est passée de 10,3 % en 2009 à 10,4 % en 2010. De fortes baisses ont été enregistrées, pendant la même période, en Afrique de l'Est (de 16,7 % à 9,3 %) et en Afrique centrale (de 10 % à 5,5 %). En ce qui concerne les soldes budgétaires, l'Afrique centrale affichait un excédent de 0,5 %, tandis que les autres ont accusé des déficits.

Le solde du compte des transactions courantes s'est amélioré dans toutes les sous-régions sur la période 2009-2010, à l'exception de l'Afrique de l'Est. Toutefois, seules deux sous-régions ont affiché un excédent. L'Afrique de l'Ouest a vu son excédent s'améliorer de 6,4 % à 7 %, et l'Afrique du Nord de 0,1 % à 3,2 %. Deux autres sous-régions ont continué d'enregistrer des déficits, mais à un niveau moindre.

Le déficit de l'Afrique centrale s'est réduit de 6 % à 3,1 %, tandis que l'Afrique australe a ramené le sien de 5,7 % à 3,1 %. En revanche, le déficit de l'Afrique de l'Est s'est creusé davantage, passant de 7,4 % en 2009 à 8,3 % en 2010.

Risques liés aux perspectives socioéconomiques

Les perspectives économiques de l'Afrique comportent des risques majeurs émergents, qui ont trait aux moteurs de la reprise mondiale et à la demande des minéraux et des hydrocarbures, ainsi qu'à l'état du marché mondial des produits alimentaires. Alors que les prix des céréales restent inférieurs à leurs sommets historiques, les récentes hausses des prix des produits alimentaires et des carburants constituent un sujet de préoccupation. En outre, la hausse des prix des produits alimentaires et le ralentissement économique dans les pays à faible revenu pourraient imposer des souffrances consi-

dérables à des populations déjà vulnérables, qui pourraient déclencher ou exacerber des turbulences politiques et freiner davantage la croissance économique.

Les soubresauts politiques intervenus au dernier trimestre de 2010 dans des pays tels que la Côte d'Ivoire, la Tunisie, l'Égypte et la Libye, qui ont débordé sur l'année 2011, sont de nature à ralentir la croissance économique dans ces pays, mais aussi dans les pays voisins. Si la crise en Côte d'Ivoire venait à s'aggraver, elle aurait probablement des répercussions régionales, en particulier pour des pays comme le Burkina Faso, le Mali et le Niger – dans les domaines des transferts financiers, des investissements, du commerce et des réserves de change de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). De même, les mutations politiques en cours en Afrique du Nord sont en train de produire un « effet de domino » et l'onde de choc s'étend à d'autres pays de la sous-région.

Ces événements majeurs qui se déroulent en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord peuvent provoquer des baisses de production, ébranler la confiance des investisseurs et causer une forte contraction du secteur touristique, dont des pays comme la Tunisie et l'Égypte sont fortement tributaires pour leurs recettes en devises. La gravité et la durée du ralentissement induit par ces événements dépendront, dans une large mesure, de la rapidité avec laquelle la situation politique se stabilisera et du temps que prendra le retour de la confiance des investisseurs et des touristes. Ces pays sont également soumis à des pressions budgétaires et des demandes sociales de plus en plus fortes, telles que la création d'emplois, en particulier pour les jeunes, et l'amélioration des conditions de vie pour les pauvres. Autant d'éléments qui nécessitent un concours ciblé de la Banque.

C'est dire la nécessité pour la Banque et les partenaires au développement de soutenir les pays en proie à ces crises, pour qu'ils puissent accélérer la relance économique

et créer des emplois et des opportunités, en particulier pour les jeunes urbains et les diplômés du supérieur. Les domaines prioritaires pour la Banque pourraient comprendre : les programmes d'appui budgétaire à décaissement rapide pour faire face aux problèmes sociaux liés à l'emploi des jeunes ; le soutien aux populations les plus pauvres dans les régions défavorisées ; et l'appui aux réformes de gouvernance pour plus de transparence, des élections démocratiques et des politiques de lutte contre la corruption. Plus important encore, davantage d'attention devrait être accordée aux enjeux d'inclusion sociale, y compris la création de filets de sécurité sociale pour les couches les plus vulnérables de la population.

RÔLE DE LA BANQUE

Principaux domaines d'intervention prioritaires de la Banque

L'orientation opérationnelle du Groupe de la Banque continue d'être guidée par sa Stratégie à moyen terme (SMT) 2008-2012. Le lancement de la SMT en 2008 a coïncidé avec les crises pétrolière, alimentaire et financière. La Banque a fait preuve de célérité et de souplesse dans sa réponse à la demande croissante des clients. Elle a concentré les ressources en début de période, restructuré son portefeuille de prêts et offert des instruments à décaissement rapide, afin d'aider les PMR à surmonter les effets à court terme et à atténuer l'impact à long terme. Le montant total des prêts du Groupe de la Banque en 2009 s'est élevé à 8,06 milliards d'UC, en hausse de 160,3 % par rapport à 2007. Ce chiffre est de loin supérieur aux prévisions faites avant l'éclatement des crises.

Entre 2008 et 2010, le total des investissements de la Banque dans les principaux domaines prioritaires, à savoir l'infrastructure, le développement du secteur privé, la gouvernance, et l'enseignement supérieur, la technologie et la formation professionnelle, a représenté 88,4 % du total des engagements. Sur le total des investissements dans ces domaines, les